

Communiqué de presse

Interdiction du Hizb ut Tahrir ? - Une faillite démocratique

Suite à une grotesque campagne de diffamation contre l'un de nos membres par les médias et les politiciens, basée uniquement sur ses expressions et valeurs islamiques, les trois partis du gouvernement danois ont renouvelé leur appel politique à l'interdiction du Hizb ut Tahrir au Danemark. Ce n'est pas la première fois, loin s'en faut, que des hommes politiques danois jouent la carte de l'interdiction par désespoir idéologique. Le directeur des poursuites publiques a, à trois reprises, estimé qu'il n'y avait pas de base constitutionnelle pour une telle interdiction.

Hizb ut Tahrir est mondialement connu pour ne pas avoir recours à la violence, mais pour travailler uniquement par des moyens politiques et intellectuels. Ce fait n'est pas altéré par les jugements politiquement motivés à l'encontre de plusieurs de nos membres pour avoir ouvertement appelé à la libération de la Palestine. Au contraire ! Chaque fois qu'un souhait politique de nous interdire est exprimé, il rapproche les gouvernements danois successifs de leurs amis et alliés dans les États de torture, où les opposants politiques et les personnes ayant des valeurs différentes sont persécutés pour leurs croyances et leurs expressions.

Ce sont précisément ces régimes despotiques du monde musulman que Hizb ut Tahrir cherche à renverser afin d'établir un État islamique et un ordre sociétal - un Califat - conformément à la conviction et à l'histoire des populations musulmanes - encore une fois, sur les terres musulmanes.

Le mensonge selon lequel nous travaillons à renverser la société danoise a été réfuté à d'innombrables reprises, et ces réfutations nécessitent peu d'efforts pour être trouvées et vérifiées. La seule explication possible est que ces politiciens, contre leur gré, incitent délibérément à la haine et à la peur pour réprimer les musulmans socialement engagés qui refusent de s'agenouiller devant l'autel laïque, par le biais d'interdictions et de coercitions.

Cela met en évidence l'hypocrisie stupéfiante des mêmes acteurs politiques qui, depuis des générations, font la leçon aux musulmans en leur disant qu'ils doivent supporter toutes sortes de provocations et de lois discriminatoires au nom de la « liberté d'expression ». En même temps, cela souligne la vacuité et la profonde fragilité des « valeurs » occidentales laïques qui ne peuvent résister à la remise en question des opinions et des idées islamiques. La Constitution, la séparation des pouvoirs et le principe de la liberté d'expression semblent être des obstacles gênants pour ces politiciens qui n'ont d'autre réponse aux valeurs de l'Islam que des tentatives d'intimidation.

La démocratie libérale laïque signe ainsi sa propre déclaration de faillite. Ni la puissance de l'État, ni la propagande et les mensonges de l'appareil médiatique n'ont réussi à convaincre les musulmans qu'ils devaient abandonner leurs valeurs au profit de celles promues par les dirigeants de Christiansborg et de Berlingske Media.

Mais il ne faut pas s'en étonner. Quelle personne décente voudrait adhérer à des valeurs qui légitiment l'épuration ethnique, la famine collective des civils et le génocide !

Nous ne serons pas soumis par la punition ou l'interdiction - par personne - et certainement pas par des hypocrites sans valeur qui soutiennent le génocide. Notre travail se poursuit avec succès, par la grâce d'Allah.

Elias Lamrabet

**Représentant des médias du Hizb ut Tahrir
au Danemark**